



LA CRISE ENCORE

Nos artistes de la Finance n'ont pas maltraité uniquement les comptes publics. Les signaux macro-économiques sont très alarmants avec des défaillances d'entreprises qui flambent, accompagnées de licenciements. Au-delà du secteur immobilier fortement impacté par la hausse des taux, c'est l'industrie qui se prend de plein fouet la crise qui vient. La situation industrielle en Loire Atlantique est particulièrement inquiétante dans de nombreux secteurs (métallurgie, agro-alimentaire énergie...), les exemples de situations critiques se multiplient (GE Vernova pour les éoliennes marines, Atos, Saunier Duval, la centrale électrique de Cordemais, Tipiak...). Derrière ces grosses entreprises c'est tout un tissu économique en péril. Au-delà de la solidarité nécessaire, le monde du travail doit s'organiser et lutter collectivement pour un avenir industriel à la hauteur des enjeux écologiques et sociaux. La réindustrialisation ne se décrète pas, mais elle se planifie !

BUDGET 2025

Le gouvernement Barnier prévoit un plan massif d'économies budgétaires en 2025, à hauteur de 60 milliards d'euros. Pour cela, il réduirait de 40 milliards d'euros les dépenses publiques et augmenterait de 20 milliards les prélèvements obligatoires.

➤ Les économies budgétaires vont surtout se faire sur le dos des travailleur·ses et des retraité·es, alors que le déficit public s'est creusé par la multiplication des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux ménages les plus fortunés.

➤ Le projet de budget du gouvernement va freiner la croissance économique, voire faire entrer l'économie française en récession, et entraîner une montée du chômage. Cela est d'autant plus vrai que le gouvernement a fait le choix irresponsable de réduire les dépenses publiques plutôt que d'augmenter les prélèvements obligatoires sur les grandes entreprises et les ménages les plus riches.

➤ De par son effet sur la croissance économique et, in fine, sur les recettes et les dépenses publiques, le projet de budget ne sera pas suffisant pour que le gouvernement atteigne son objectif d'un déficit public à 5% en 2025. Si rien ne change politiquement, de nouvelles coupes dans les dépenses publiques sont donc à prévoir en 2025, ce qui ferait entrer la France dans une spirale austéritaire.

GROSSE CARENCE

Quand les caisses sont vides, il faut chercher des coupables et surtout, savoir qui va payer ! Comme trop souvent, c'est sur le monde du travail que ça retombe et dans une stratégie éculée, les fonctionnaires sont montrés du doigt. Opportunément apparaît une polémique sur l'absentéisme des fonctionnaires avec à la clef, des propositions visant à faire des économies sur notre dos : 3 jours de carence et moindre remboursement des arrêts maladie ! L'objectif : réaliser 1,2 milliards d'euros d'économie sur [les bases de MENSONGES](#). Les fonctionnaires d'État sont moins absents que les salarié·e·s du privé, et à caractéristiques métiers similaires, les fonctionnaires hospitaliers et territoriaux ne sont pas plus absents que les salarié·e·s du privé. Le Kasbarian n'est pas en carence de démagogie.

CONTRE-ATTAQUE

La rencontre des syndicats et du ministre Kasbarian ce jeudi n'a pu que confirmer la purge annoncée pour les services publics et ses agent·e·s : gel salarial, coupes budgétaires et suppression de la GIPA. Seule satisfaction, l'abandon probable de l'idée de suppression des catégories C, B et A.

On ne peut en rester là et il va falloir aller chercher des augmentations. La CGT et FO s'engagent déjà pour une mobilisation Fonction Publique début décembre. Rappelons que les fonctionnaires voient leur rémunération réelle sombrer depuis des années.

